



Les actions FO Energie et Mines portent déjà des fruits

À la suite de nos actions auprès des différents parlementaires, auprès de notre ministère de tutelle au sortir de la grève du 29 janvier dernier, des avancées semblent émerger.

Elles seraient notables au regard de la protection du système énergétique français et des emplois y afférent. Nous pouvons estimer que nos actions ont déclenché une prise de conscience collective de nos gouvernants aussi bien au niveau des entreprises que des élus.

Notre attachement au mix énergétique raisonné porte ainsi ses fruits. Nous pouvons d'ores et déjà constater que lors de la séance publique tenue ce jour au Sénat, des positions différentes de l'Assemblée nationale pointent. **Concernant la limite difficilement atteignable de diminution de la capacité de plafonnement de la production nucléaire, les sénateurs avancent un chiffre supérieur.**

Toutefois, nous militons encore :

- **Contre la précarité énergétique** : 11 millions de personnes sont dans cette situation. Pour FO, c'est inacceptable au regard de la mission de Service Public qui doit être le fer de lance de l'accès à l'énergie. Nous sommes extrêmement inquiets quant au mode de financement très limité par rapport aux besoins estimés. D'autant plus que la CSPE (Contribution au Service Public de l'Énergie) ne financerait plus cette partie qu'au profit du surcoût des énergies intermittentes. Est-ce que le chèque énergie actuellement avancé, si le nouveau financement est trouvé, palliera à cette carence ? Les usagers paieront-ils un impôt supplémentaire ?

Nous mobilisons aussi toute notre capacité d'action sur la portée des débats concernant les domaines de la distribution, de la commercialisation, du transport et de la production hydraulique et thermique.

Voir nos synthèses et positions sur le www.fnem-fo.org